Nairobi, Kenya, 26 octobre (Infosplusgabon) - Un organe de surveillance des droits de l'homme a accusé des soldats soudanais du Sud d'avoir attaqué des civils et saisi des biens appartenant à des civils lors d'opérations de contre-insurrection menées dans le Sud et l'Ouest de Wau qui ont débuté en juin 2018.

Human Rights Watch a déclaré mercredi dans un communiqué, que des dizaines de milliers de personnes avaient été forcées de fuir vers la brousse ou vers les sites de protection des Nations Unies et autres sites de déplacement de Wau.

Des témoins d'attaques de juin et juillet ont déclaré à Human Rights Watch que des soldats du gouvernement avaient attaqué et abattu des civils, incendié, détruit ou pillé des maisons et des biens, et occupé des écoles; les soldats ont également pillé une église et deux centres de santé. Selon des informations crédibles, les combats et les attaques contre des civils se poursuivent dans la région.

«Il pourrait y avoir un nouvel accord de paix au Soudan du Sud, mais les forces gouvernementales commettent de nouvelles exactions contre les civils», a déclaré Jehanne Henry, directrice associée pour l'Afrique à Human Rights Watch. "Il s'agit du dernier chapitre d'une longue histoire de violence et d'impunité qui a déraciné et traumatisé des centaines de milliers de personnes dans cette partie du pays".

Human Rights Watch a déclaré qu'à compter du 12 juin, l'armée du Soudan du Sud avait lancé une opération dans les zones tenues par les rebelles à Wad Alel et dans les zones situées au sud et au sud-ouest de la ville de Wau, dans le but apparemment de prendre le contrôle des territoires rebelles avant la signature d'un accord de paix final entre les parties belligérantes soudanaises du Sud.

Malgré un accord de "cessation des hostilités" conclu le 27 juin, l'offensive s'est poursuivie dans les villes et villages de Biringi, Basselia, Mboro, Bagari, Farajalla, Ngisa, Ngo Dakalla et Wad Alel jusqu'à la fin du mois d'août. Les affrontements ont repris fin septembre après que les dirigeants du Soudan du Sud ont signé l'accord de paix final.

"Le gouvernement du Soudan du Sud doit veiller à ce que ses soldats dans la région du Bahr El Ghazal occidental cessent immédiatement d'attaquer des civils et de spolier les civils, à ce que les organisations humanitaires aient un accès adéquat aux civils qui en ont besoin et à ce que justice soit rendue pour les crimes commis", a déclaré Human Rights Watch.

Human Rights Watch a déclaré avoir mené 110 entretiens du 5 au 12 septembre à Wau avec 86 habitants et des personnes ayant fui les récents combats dans des zones en dehors de la ville.

Au moment où les affrontements se poursuivent, le gouvernement n'a pas encore déclaré le nombre de morts, ni autorisé l'accès aux zones touchées jusqu'à la fin du mois d'août; il a déclaré que l'impact sur les civils n'est pas clair. Les forces gouvernementales ont perturbé l'accès humanitaire dans la région et empêché les enquêteurs des droits de l'homme d'atteindre les sites. Des civils à Wau, qui ont assisté aux attaques de juin et juillet, ont raconté à Human Rights Watch qu'ils avaient vu au moins huit cadavres de civils.

Une femme de 42 ans, dont la mère a été abattue par des soldats du gouvernement lors d'une attaque en juillet à Mboro, dans l'ouest de Wau, a déclaré : «Je suis retournée environ cinq jours plus tard et j'ai vu les corps de mes yeux. J'ai vu beaucoup de biens incendiés et pillés; même l'église n'a pas échappé au saccage".

Human Rights Watch a déclaré que le Service de sécurité nationale avait également été impliqué dans des crimes, y compris la torture et la mort d'au moins un homme, pour laquelle aucune responsabilité n'avait été engagée. Un activiste de Wau a déclaré : «On leur doit beaucoup de rétablir la sécurité, mais leur rôle devrait être limité à la collecte de renseignements, comme le prévoit la Constitution. La police devrait prendre la direction [du maintien de l'ordre public]".

Les dirigeants du Soudan du Sud ont signé un accord de paix définitif «revitalisé» le 12 septembre. Cependant, aucun progrès n'a été accompli dans la création du tribunal hybride Soudan du Sud-Union africaine envisagé dans l'accord initial signé en août 2015. Le Soudan du Sud doit encore signer un mémorandum d'accord sur le tribunal ou adopter une législation nationale pour sa création. Compte tenu de ces longs retards et des hésitations du gouvernement, l'UA devrait procéder unilatéralement avec des étapes clés à la création de la Cour, a déclaré Human Rights Watch.

«Avec un cycle de violences sans fin et de nouvelles atrocités contre des civils chaque jour, il est essentiel que justice soit rendue afin de rétablir l'Etat de droit et la stabilité dans la région occidentale», a déclaré M. Henry. «Les autorités du Soudan du Sud devraient agir rapidement pour mettre en œuvre l'accord avec l'Union africaine sur la création d'un tribunal hybride».

Human Rights Watch a ajouté que les deux parties sont intervenues dans la fourniture d'une assistance humanitaire essentielle aux populations dans le besoin. En mai, des rebelles ont arrêté des travailleurs humanitaires appartenant à trois organisations qui se rendaient dans la région de Bagari et les ont relâchés après avoir insisté pour qu'ils signent un protocole d'accord avec le groupe rebelle.

Lorsque les travailleurs humanitaires sont rentrés à Wau, les responsables de la sécurité gouvernementale ont arrêté les groupes soupçonnés de travailler pour les rebelles et les ont relâchés le jour même.

FIN/INFOSPLUSGABON/BIR/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon